



**DIRECTION GÉNÉRALE DÉLÉGUÉE À LA FABRIQUE DE LA VILLE  
ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE**

**DÉPARTEMENT URBANISME ET HABITAT**

**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**Étude de stratégie et de programmation urbaine  
Secteur Laennec – Piliers de la Chauvinière, Saint-Herblain  
Étude de pré-faisabilité pour l'organisation du stationnement**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(RC)**

**Procédure formalisée**

(Article R.2161-2 et suivants du Code de la commande publique)

**Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>  
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)**

**La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence  
(A.A.P.C.)**

## Article 1<sup>er</sup> - Objet et étendue de la consultation

### 1.1 – Objet

La présente consultation a trait à une étude de pré-faisabilité pour l'organisation du stationnement sur le secteur Laennec.

### 1.2 – Mode de consultation

Procédure formalisée soumise aux articles R.2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

### 1.3 - Décomposition de la consultation

Aucun allotissement n'est prévu car les prestations ne présentent aucune singularité technique et qu'il est nécessaire de préserver l'homogénéité technique globale du marché.

Le marché se structurera toutefois autour des phases suivantes :

- **Phase n°1** - Réalisation d'un diagnostic
- **Phase n°2** - Définition des caractéristiques et fonctions des parkings
- **Phase n°3** - Modalités juridiques et financières pour l'investissement et l'exploitation du parking mutualisé

### 1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

### 1.5 – Nomenclature interne et communautaire

<b>Famille – nomenclature achats interne</b>	ETS11-Études - conseil et assistance sur le stationnement et la circulation
<b>Code CPV</b>	79311000-7 – Services d'études

## Article 2 – Conditions de la consultation

### 2.1 – Durée du marché – Délais d'exécution des prestations

Le marché est conclu pour une durée de 6 mois, à compter de sa date de notification.

La notification du marché vaudra lancement de la phase n°1.

### 2.2 - Variantes et Prestations supplémentaires ou alternatives

Aucune variante n'est autorisée, et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

### 2.3 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 3 mois à compter de la date limite de remise des offres.

### **Article 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)**

Le DCE contient les pièces suivantes :

- x Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- x L'Acte d'engagement – Cahier des charges administratives particulières (A.E.-C.C.A.P.) et ses deux annexes « Co-traitance » et « Données »
- x Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- x La Décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.)

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

### **Article 4 – Présentation des candidatures et des offres électroniques**

Les candidatures et les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EUROS.

L'acheteur procède à l'examen des offres avant celui des candidatures, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants :

#### 4.1 - Contenu de la candidature électronique

<b>Pièces à remettre au titre de la candidature (<i>aucune signature n'est exigée à ce stade</i>)</b>
<b>Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat</b>
<p><b>Formulaire DC1* (Lettre de candidature)</b>, que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement</p> <p><i>En cas de redressement judiciaire : par mesure de simplification, il est conseillé aux candidats de transmettre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet, dès la remise de l'offre.</i></p>
<b>Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat</b>
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles

<b>Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles</b>
Effectifs moyens annuels du candidat et pour chacune des 3 dernières années
Références du candidat pour des prestations similaires effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).

\*disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

#### 4.2 - Contenu de l'offre électronique

<b>Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)</b>
<b>L'Acte d'engagement – Cahier des charges administratives particulières (A.E.-C.C.P.) et, le cas échéant, son annexe « Co-traitance »</b> , dûment complétés par les représentants habilités par les entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de sous-traitance d'une part des prestations, l'annexe « déclaration sous-traitant » ou un formulaire <b>DC4*</b> dûment renseigné
<b>L'Annexe « Données de la collectivité » à l'A.E.-C.C.P.</b> , dûment complétée ( <u>sans que cela constitue une obligation</u> , cette annexe pouvant être renseignée par le seule titulaire, au plus tard avant le démarrage du contrat)
<b>La Décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.)</b> , dûment complétée par les représentants habilités par les entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
<b>Le mémoire technique</b> , au sein duquel le candidat précisera : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'organisation qu'il entend adopter pour la réalisation des prestations (en précisant notamment les membres de l'équipe affectée) et la méthodologie qu'il projette de déployer ;</li> <li>• un calendrier de réalisation de l'étude.</li> </ul>

#### **Article 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres**

**Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

**Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :**

Critères et sous-critères	Coefficient de pondération
<b>Valeur technique de l'offre</b>	<b>70</b>
Qualité et pertinence de l'organisation (notamment des membres de l'équipe affectée) et de la méthodologie que le candidat entend adopter pour l'exécution des prestations	40
Brièveté et cohérence du calendrier de réalisation proposée par le candidat	30
<b>Prix global et forfaitaire</b>	<b>30</b>

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

### **Incohérences constatées dans les prix**

En cas de discordance entre les prix ou les montants portés en lettres et ceux portés en chiffres, les montants ou les prix portés en lettres prévaudront et ceux portés en chiffres seront rectifiés en conséquence.

En cas de discordance entre la Décomposition du prix global forfaitaire et l'A.E.-C.C.P. c'est le montant inscrit dans ce dernier document qui prévaudra et sous-tendra en conséquence le jugement des offres. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions de l'Acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **Article 6 – Documents à produire par l'attributaire**

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R.2143-6 et R.2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminée en application des dispositions de l'article R.2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L.2141-7 à L.2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L.2141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

### **Article 7 – Renseignements complémentaires**

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, par l'intermédiaire du profil d'acheteur : <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

**En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt**  
[cellule-gestion-mobilites@nantesmetropole.fr](mailto:cellule-gestion-mobilites@nantesmetropole.fr)